À partir du 10 septembre, on "bloque tout" pour dégager Macron !



Le spectre du 10 septembre va conduire à la chute de Bayrou le 8 septembre. Que va-t-il se passer ensuite ? L'incertitude est totale. Macron cherche une nouvelle combinaison gouvernementale pour éviter de nouvelles élections. Il trouve pour cela des partenaires qui partagent le même objectif : l'ensemble de la gauche hors LFI, qui achève de trahir le cadre du NFP. Mais il n'est pas du tout certain que ces tristes représentants du « bloc bourgeois » parviennent à leur fin. Une autre issue est possible : une dissolution et une victoire du RN. Alors que le bloc bourgeois s'effrite, le patronat pourrait être tenté de pousser le RN pour défendre ses intérêts et mater des mobilisations populaires imprévisibles. Le fait qu'un personnage comme Sarkozy envisage avec bienveillance une telle issue est révélateur que la décomposition du bloc bourgeois s'accélère, et que la bourgeoisie prend conscience que le pouvoir va se jouer entre le RN et une « gauche de rupture » sous hégémonie de LFI. Le petit théâtre des négociations est une nouvelle manifestation de la nature bourgoise du PS et de ses acolytes, qui faisaient semblant l'an dernier d'être d'accord avec le programme du NFP.

Tirer les leçons de l'échec de la mobilisation de 2023 : il faut bloquer l'économie pour contraindre Macron à partir

L'appel à « tout bloquer » le 10 septembre a rencontré très vite un large écho au sein de la population. Peu importe son origine : très vite, l'unité du mouvement s'est faite sur des revendications sociales, et la nécessité de s'en prendre aux riches et aux puissants, pas aux immigrés ou aux vieux, comme ont cherché à le faire les animateurs de la campagne « c'est Nicolas qui paie ». De façon très juste, LFI a appelé tou-te-s ses militant-e-s à construire la mobilisation, ce qui a contribué à écarter les relents réactionnaires de certains appels initiaux.

La bourgeoisie s'inquiète de ce mouvement qui n'est pas sous le contrôle des bureaucraties syndicales, si raisonnables et si prévisibles. Des bons bourgeois de gauche comme Glucksmann et Hollande s'opposent clairement à ce mouvement. Hollande a eu cette expression tellement révélatrice : « je ne peux m'associer à ce que je ne maîtrise pas ». Hollande donne toutes les raisons de s'impliquer pleinement dans ce mouvement : il est plein de potentialités, maîtrisé par personne, et donc il peut devenir foncièrement démocratique, sous le contrôle de celles et ceux qui y

participeront.

Il est aussi très positif que les syndicalistes les plus combatifs ont tiré les leçons du mouvement des gilets jaunes de 2018. De nombreuses structures syndicales « lutte de classe » appellent clairement à la grève. En revanche, et sans surprise, l'intersyndicale nationale boycotte le 10 septembre. Sous pression, la direction confédérale de la CGT n'a pu ignorer la mobilisation du 10 septembre, mais elle appelle à reculons et à demi-mots à la grève, privilégiant la journée d'action intersyndicale du 18 septembre. De fait, cette journée de mobilisation du 18 septembre sera « l'Acte 2 » de la mobilisation, et nous avons évité la scission entre la mobilisation citoyenne et la mobilisation syndicale. Le sens de la journée du 18 septembre échappera donc aux directions syndicales, et elle sera sans doute pleinement appropriée par toutes les AG citoyennes qui se mettent progressivement en place. Les Renseignements territoriaux notent une montée en puissance depuis l'annonce du vote de confiance et anticipent une mobilisation concrète d'environ 100 000 personnes. Ce serait un bon début, qui permettrait un réel élargissement, beaucoup de personnes attendant de voir ce qui va se passer le 10 septembre pour s'investir.

Le 10 septembre, de nombreuses actions se préparent : blocages d'axes routiers, de zones industrielles, de grandes surfaces, mais aussi manifestations plus traditionnelles, rassemblements festifs. Toutes les modalités sont bonnes à prendre, l'essentiel étant à ce stade de permettre la mobilisation d'un maximum de personnes. Ces actions seront précédées par de nombreux rassemblements devant les mairies le 8 septembre au soir pour fêter le départ de Bayrou et regrouper les forces disponibles.

La gauche hors LFI paniquée par le spectre de nouvelles élections cherche un accord avec les macronistes

Le PS croit son heure venue. Il sature l'espace médiatique pour marteler son envie de gouverner (Faure ayant donné la consigne à chaque socialiste de laisser son téléphone ouvert et d'accepter d'être nommé premier ministre si on lui proposait), en jetant par-dessus bord le programme du NFP et en assumant la recherche d'un accord de non censure avec les macronistes. Il n'y a en effet qu'une seule alternative à un retour aux urnes : un accord de non censure qui irait du PS à LR, en passant bien sûr par les macronistes. Face à la mobilisation populaire, les vieux partis de la bourgeoisie semblent prêts à s'unir pour éviter le spectre du face à face entre LFI et le RN. Il est ainsi touchant de voir Wauquiez affirmer qu'il ne censurera pas un gouvernement PS, sans fixer la moindre condition. Panique à bord, il faut à tout prix éviter de nouvelles élections…

Le PS a présenté un contre-budget en rupture avec des pans essentiels du programme du NFP. Il n'est plus question d'abrogation de la réforme des retraites (mais d'une simple suspension) ou d'une hausse du Smic. Comme la droite et l'extrême droite, le PS veut augmenter le pouvoir d'achat des salariés en baissant les prélèvements obligatoires, et non en imposant une hausse des salaires. C'est évidemment une

grossière escroquerie, puisque l'assèchement des ressources de la Sécu (puisque le PS veut baisser la CSG sans la remplacer par des cotisations patronales supplémentaires) se traduira par une baisse du salaire socialisé. Certes, le PS veut faire baisser les riches, mais il partage avec les macronistes la volonté de faire des économies sur la santé. Un gouvernement PS toléré par les macronistes et LR ferait grosso modo la même politique que les gouvernements précédents, d'autant plus que les marges de manœuvres des gestionnaires loyaux du système capitaliste se réduisent. En effet, le capitalisme dans sa phase actuelle de stagnation a besoin de l'assistanat public pour maintenir ses profits. Alors que le PS partage désormais le « diagnostic » de Bayrou, l'équation est simple : la réduction du déficit public (que le PS veut certes moins rapide que Bayrou) et le maintien de la politique d'assistanat des capitalistes ne peut que se traduire par des attaques massives contre les travailleurs.

Tout le reste de la gauche hors LFI suit piteusement le PS dans sa logique de négociation avec les macronistes. Même si certains font mine de vouloir toujours défendre le programme du NFP (comme les dirigeants de l'Après), la mise en place d'un gouvernement sous hégémonie du PS et plus ou moins soutenu par les macronistes exige l'abandon de ce programme. Clémentine Autain cherche à se distinguer en proposant en complément un référendum sur la taxation des hauts revenus, mais la logique est la même : refuser un retour au peuple. Tout ce beau monde s'est réuni jeudi 4 septembre pour s'accorder dans les négociations avec les macronistes.

Si la gauche hors LFI s'associe aux macronistes, ce qui est désormais fort probable, elle le paiera très cher en se coupant profondément des catégories populaires qui rejettent viscéralement le macronisme.

Tout au contraire, il faut fixer l'objectif de la démission de Macron. C'est ce que dit LFI, mais aussi une bonne partie de ceux et celles qui participeront au 10 septembre. En même temps, il est indispensable que le mouvement élabore un programme politique alternatif qui s'attaque à la racine du problème : le pouvoir du grand patronat et du capital financier. Il faut que les AG y travaillent et se structurent démocratiquement au niveau national pour le porter dans tout le pays.

Gaston Lefranc, le 7 septembre 2025